

« L'histoire n'administre pas de leçon mais permet de ne pas mourir idiot... »

ENTRETIEN

Rencontre Annie Lacroix-Riz qui vient de publier chez Armand Colin son nouvel ouvrage intitulé « Les élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine ».

Depuis 40 ans, Annie Lacroix-Riz étudie les classes dirigeantes françaises des années trente et quarante, le nez dans les archives. Ses travaux mettent à mal les contes et légendes de l'histoire officielle. Dans son dernier livre, « *Les élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine* »*. Elle exploite des archives inédites issues de différents fonds français et étrangers. Elle montre comment ces élites se sont appuyées sur leurs partenaires étrangers optant tour à tour ou conjointement en faveur de l'Allemagne nazie ou des Etats-Unis.

Votre recherche sur les élites françaises entre 1940 et 1944 montre que les classes dirigeantes françaises s'appuyaient sans problèmes majeurs sur leurs homologues, allemande ou américaine pour l'essentiel, avec cependant des variations suivant la période. Ces élites économiques, politiques ou idéologiques sont-elles nationalistes ou internationalistes ?

Quand la bourgeoisie « nationale » acheva de se former en classe dominante, l'aristocratie vaincue abdiqua tout caractère national. « Les émigrés de Coblenze » attendaient de l'appui étranger leur retour en gloire dans une France rendue à « l'ancien régime », et leurs homologues d'Europe, via le duc de Brunswick, chef de l'armée prussienne, menacèrent le 25 juillet 1792 Paris, symbole des crimes de lèse-majesté et d'atteinte aux privilèges, d'« une vengeance exemplaire et à jamais mémorable ».

Au 19^e siècle, la grande bourgeoisie française s'allia à l'ancienne classe dirigeante et suivit cette voie. En 1870, elles sacrifièrent de concert la défense du territoire aux inquiétudes socio-économiques inspirées par la crise et le développement du

mouvement ouvrier. La Débâcle de 1940 reproduisit le mécanisme, comme l'a montré le vaillant Raymond Brugère, seul diplomate à avoir démissionné le 17 juin. Les partis de droite avaient eu une responsabilité écrasante dans le sabotage des combats et la livraison de l'Alsace-Moselle au Reich prussien. Un consensus de fait les unit aux chefs républicains sur la formule du traître Bazaine : négociateur avec Bismarck au nom du sauvetage « de l'ordre public » contre « l'anarchie ». Après quoi les premiers se grimèrent en « nationalistes », éventuellement « intégraux ». Leurs successeurs, les « partis nationaux » autoproclamés de l'entre-deux-guerres contre les rouges présumés sans patrie, se prosternèrent en 1940, comme prévu, aux pieds du vainqueur.

Cette tendance à la soumission au tuteur étranger s'est aggravée à l'ère impérialiste, qui accentuait la faiblesse relative du capitalisme français par rapport à ses grands concurrents étrangers, Angleterre, Allemagne et États-Unis. Son internationalisme, celui des capitaux et du sauvetage des coffres forts, ne vaut pas seulement pour les capitalistes « faibles ». Confrontés à la défaite et à la révolte populaire, les privilégiés allemands, parangons du « nationalisme », en firent autant. Krupp, gros acheteur de bons du Trésor depuis 1914, vendit l'essentiel de ses 310 millions de marks quand se profila le fiasco; en octobre 1918, il n'en détenait plus que 31 millions, et en décembre, 8; les patrons allemands firent alors souvent appel aux troupes étrangères d'occupation contre leurs « soviets » (« conseils »).

Quelles sont les contradictions qui traversent ces élites ?

À leur sommet, le capital financier, elles subissent la concurrence inter-impérialiste, qui condamne le faible à la portion congrue des cartels et des associations de capitaux : les exigences du fort, allemandes puis américaines, se ressemblent d'ailleurs jusqu'à la caricature.



Annie Lacroix-Riz. PHOTO DR

LES ÉLITES FRANÇAISES ENTRE 1940 ET 1944 De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine

ARMAND COLIN

Mais la règle du salaire le plus bas ou du profit maximum met tout le monde d'accord : après Stalingrad, la police française brocarda la « bourgeoisie [, qui avait vu] en Hitler [et sa Wehrmacht] le protecteur des coffres forts », furieuse de la passivité « des armées anglo-saxonnes », alors que l'armée rouge avançait hardiment, « le soldat américain ou britannique [...] devant être naturellement à son service au cas d'une victoire bolchevique. »

Les auxiliaires politiques et idéologiques se conformèrent aux consignes des donneurs d'ordres. L'illustre le cas du cardinal-archevêque de Paris Suhard, choisi par le capital financier catholique pour négociateur, chez Franco à la mi-mai 1940, la défaite avec l'Axe, et chez le pape début février 1943, une « occupation américaine [de la France] aussi totale que l'occupation allemande ».

Malgré les travaux maintenant anciens de Robert Paxton il semble que dans de nombreux milieux l'indulgence, voire la complicité, soit toujours de mise envers la collaboration. Comment expliquer cette attitude ?

La droitisation générale et

le respect y afférent des « élites » ont œuvré depuis les années 1990 à une réhabilitation de Vichy et à une dépréciation de la Résistance. Ce mouvement a envahi le champ académique et médiatique. J'ai exposé la situation dans *L'histoire contemporaine toujours sous influence* et elle s'aggrave. Alors que les archives, largement ouvertes, balaient la légende du bon comportement global des « gens très bien » sous l'Occupation, les doctorants sont dissuadés d'étudier leurs pratiques.

La doxa a connu en 2014-2015 un temps fort avec l'exposition des Archives nationales, ce haut lieu des sources, et l'ouvrage associé *La Collaboration Vichy Paris Berlin 1940-1945*. La publicité assurée à cette vision cantonnant la Collaboration à des hommes politiques, policiers, trafiquant et plumitifs, plus quelques « synarques » à peine entrevus, contraste avec le silence qui ensevelit tout travail critique.

Quel est l'intérêt d'exploiter des fonds d'archives inédites, notamment issues de la Haute Cour de justice et les archives de Washington ?

Plus les fonds se libèrent, plus noire est la vision qu'ils nous livrent de la Collaboration.

Les fonds W3 de la Haute Cour de Justice comportent un gros fonds allemand, dit « archives de Berlin », impitoyable sur l'occupant et ses interlocuteurs français quotidiens. Les fonds américains sont aussi féroces sur l'esprit de capitulation des élites (auquel de Gaulle échappait) et sur les prétentions du nouveau tuteur.

La situation internationale actuelle a quelques ressemblances avec celle des années 1930-40. Comment l'examen du passé peut-il éclairer la situation présente ?

Crise systémique plus profonde que les deux précédentes (1873 et 1929), guerres « périphériques » plus systématiques qu'avant 1914 et 1939, maintien du statu quo socio-économique, aussi rigoureux après la Libération que celui que présente Le Guépard : « tout changer pour que rien ne change ». L'histoire n'administre pas de leçon mais elle permet de ne pas mourir idiot...

Réalisé par Roland Pfefferkorn

● * Armand Colin, 2016. Voir la présentation du livre sur le site de l'éditeur : <https://youtu.be/pFedkdGtrGw>

● ** *Le Temps des Cerises*/Delga, 2012.